

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Lyon, le 25/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Vaulx en Velin Villeurbanne Energies**

15 avenue Albert Einstein  
69100 Villeurbanne

Références : UDR-SSDAS-24-163-CN  
Code AIOT : 0006103810

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement Vaulx en Velin Villeurbanne Energies implanté 12 rue Jean Corona 69120 Vaulx-en-Velin. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Auvergne Rhône Alpes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Vaulx en Velin Villeurbanne Energies
- 12 rue Jean Corona 69120 Vaulx-en-Velin
- Code AIOT : 0006103810
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Vaulx-en-Velin Villeurbanne Energie se compose de 3 chaudières biomasse, 3 chaudières gaz et une chaudière mixte fuel domestique/gaz en ultime secours. Elle dispose également d'une installation de condensation thermodynamique des fumées en sortie des chaudières biomasse. La visite d'inspection du présent rapport porte uniquement sur les installations utilisant du gaz.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III	Sans objet
2	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Sans objet
3	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Sans objet
4	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Sans objet
5	Mise en sécurité – Appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection visait à contrôler la conformité des installations utilisant du gaz naturel, aux dispositions prévues aux articles 63 et 64 de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Les points de contrôle abordés sont conformes aux prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de détection gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Régionale 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 60 du présent arrêté (=conformité électrique avec atmosphère explosive). Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels</p>

et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 60 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan d'implantation des détecteurs mis à jour en janvier 2024. Chaque générateur gaz dispose de 4 détecteurs pour 2 chaînes de sécurité en redondance (2\*2).

La maintenance des détecteurs est réalisée par un prestataire extérieur qui dispose d'un contrat : pour 2024, les contrôles sont assurés par la société LENS. Le contrat prévoit 2 visites par an comportant chacune les contrôles et les étalonnages des détecteurs, ainsi que des essais de l'ensemble de la chaîne de sécurité.

Le dernier contrôle et étalonnage des détecteurs gaz pour lequel un rapport est disponible a été effectué le 05/01/2024. En hiver, ce test ne comporte pas la coupure du disjoncteur général, car les chaudières sont à plein régime empêchant tout arrêt total de l'installation. Le test des asservissements de la chaîne complète a été effectué à l'été 2023. Il n'y a pas eu de défaut détecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Exploitation Réseau d'alimentation en combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Régionale 2022

**Prescription contrôlée :**

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

**Constats :**

Le site dispose d'un dispositif de coupure manuelle indépendant de tout équipement de régulation de débit. Il est positionné à l'extérieur des bâtiments et en aval du poste de livraison. Il est accessible et signalé. Le sens de la manoeuvre et les positions ouverte et fermée sont clairement indiqués.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Exploitation Réseau d'alimentation en combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Régionale 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum.  (2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.  (3) Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose de 2 vannes automatiques asservies à 2 détecteurs gaz et 2 pressostats (l'un pression haute et l'autre pression basse). La position ouverte ou fermée des vannes automatiques est identifiable par le personnel d'exploitation. La chaîne automatique comportant détection, transmission du signal, fermeture des électrovannes de l'alimentation de gaz est testée 2 fois par an pour les détecteurs gaz, une fois par an pour les pressostats.</p> <p>Le dernier test de la fermeture de 2 vannes automatiques sur détection pression haute ou basse a eu lieu le 10/06/2024. Celui sur détection gaz a eu lieu le 01/07/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exploitation Réseau d'alimentation en combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Régionale 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel dispositif de coupure ou que ce dispositif apparaît inadapté, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST par le</p>

<p>préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ou de la coupure manuelle, ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les derniers rapports de test de la détection gaz présentés par l'exploitant, l'arrivée du combustible et l'alimentation électrique du site sont bien asservies à la détection. Une alarme se déclenche également au niveau de la centrale gaz.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Mise en sécurité – Appareil de combustion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Régionale 2022</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les appareils de combustion disposent chacun de 2 dispositifs de contrôle de flammes en redondance pilotant 2 vannes d'arrivée de gaz en série. En cas d'absence de flammes, les vannes sont fermées. Le dispositif est testé à chaque démarrage des appareils de combustion et au moins une fois par an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>